

on ne sentait pas venir la Révolution; étrange chose que la sécurité et l'aveuglement de ces privilégiés qui parlent de la bonté, de la douceur et de l'innocence du peuple quand déjà 93 est sous leurs pieds, *spectacle ridicule et terrible* *.

VIII. — LA DÉPOLITISATION PAR LA POLARITÉ ÉTHIQUE-ÉCONOMIE

Le libéralisme du siècle dernier a singulièrement et systématiquement déformé et dénaturé l'ensemble des notions politiques. En tant que réalité historique, le libéralisme n'a pas plus échappé au politique que n'importe quel mouvement humain de quelque importance, et ses neutralisations et ses dépolitisations (de la culture, de l'économie etc.) ont, elles aussi un sens politique. Les libéraux de tous les pays ont fait de la politique comme les autres hommes, et ils ont conclu de multiples alliances avec des idées et des éléments non libéraux sous forme de national-libéraux, de social-libéraux, de conservateurs libéraux (*Freikonservative*), de catholiques libéraux, etc.²⁵ En particulier, ils se sont alliés avec les forces de la démocratie, politiques dans leur essence et partant tout à fait non libérales, voire orientées vers l'État total²⁶. Mais la question est de savoir si le principe pur et rigoureux du libéralisme individualiste peut donner naissance à une conception spécifiquement politique. Il faut répondre par la négative. Car si la négation du politique impliquée dans tout individualisme conséquent commande une *praxis* politique de défiance à l'égard de toutes les puissances politiques et de tous les régimes imaginables, elle n'aboutira toutefois jamais

* En français dans le texte. TOCQUEVILLE, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Livre II, fin du chap. XII.

à une théorie positive de l'État et du politique qui lui soit propre. Il s'ensuit qu'il existe une politique libérale sous forme d'opposition polémique visant les restrictions de la liberté individuelle par l'État, par l'Église ou par d'autres, sous forme de politique commerciale, de politique scolaire et des cultes, ou de la culture, mais qu'il n'y a pas de politique libérale *sui generis*, il n'y a qu'une *critique* libérale de la politique. Le système théorique du libéralisme n'intéresse guère que la lutte contre la puissance de l'État sur le terrain de la politique intérieure, il fournit une série de méthodes propres à freiner et à contrôler cette puissance d'État au profit de la liberté individuelle et de la propriété privée, à faire de l'État un compromis, à transformer ses institutions en soupapes de sûreté et, au demeurant, à tenir la balance égale entre monarchie et démocratie, ce qui entraîne à certaines époques critiques, en 1848 particulièrement, une attitude tellement contradictoire que tous les bons observateurs, Lorenz von Stein, Karl Marx, Fr. Julius Stahl, Donoso Cortés désespérèrent d'y trouver un quelconque principe politique ou quelque cohérence logique.

Très systématiquement, la pensée libérale élude ou ignore l'État et la politique pour se mouvoir dans la polarité caractéristique et toujours renouvelée de deux sphères hétérogènes : la morale et l'économie, l'esprit et les affaires, la culture et la richesse. Cette défiance critique à l'égard de l'État et de la politique s'explique aisément par les principes d'un système qui exige que l'individu demeure *terminus a quo* et *terminus ad quem*. L'unité politique doit exiger, le cas échéant, que l'on sacrifie sa vie. Or, l'individualisme de la pensée libérale ne saurait en aucune manière rejoindre ou justifier cette exigence. Un individualisme qui reconnaîtrait à un autre qu'à l'individu lui-même le droit de disposer

de la vie physique de celui-ci serait pure phraséologie, ainsi qu'une liberté au sens libéral dont les limites et le contenu seraient définis par un autre que l'homme libre lui-même. Pour l'individu en tant que tel, il n'existe pas d'ennemi contre lequel il ait l'obligation de se battre à mort s'il n'y consent de lui-même; le forcer à se battre contre son gré est en tout cas, vu dans la perspective de l'individu, une atteinte à la liberté et une violence. Toute l'éloquence passionnée du libéralisme s'élève contre la violence et le manque de liberté. Toute restriction, toute menace de la liberté individuelle en principe illimitée, de la propriété privée et de la libre concurrence se nomme violence et est de ce fait un mal. Aux yeux de ce libéralisme, seul reste valable, dans l'État et en politique, ce qui concourt uniquement à assurer les conditions de la liberté et à supprimer ce qui la gêne.

On aboutira de la sorte à tout un système de concepts démilitarisés et dépolitisés, dont ceux qui vont être énumérés ci-après et qui révèlent le systématisme étonnamment logique de la pensée libérale, dont nul autre système n'a su jusqu'ici prendre la place en Europe, en dépit de ses revers. On remarquera que ces concepts libéraux se meuvent tous de façon fort caractéristique entre l'éthique (l'esprit) et l'économique (les affaires) et que, émanant de ces pôles opposés, ils tendent à annihiler le politique, domaine de la violence et de l'esprit de conquête; le levier utilisé est le concept d'État de droit (c'est-à-dire de droit privé) et le centre de la sphère est occupé par le concept de propriété privée dont les pôles, l'éthique et l'économique, ne sont que les émanations antinomiques. Déclamation éthique et réalisme matérialiste et économique se rejoignent dans toute expression caractéristique du libéralisme, et ils présentent chaque concept politique sous un

jour nouveau. Ainsi, dans la pensée libérale, le concept politique de lutte se mue en concurrence du côté de l'économie, en débat du côté de l'esprit; la claire distinction de ces deux états différents que sont la guerre et la paix est remplacée par la dynamique d'une concurrence perpétuelle et de débats sans fin. L'État devient Société et celle-ci, vue sous l'angle de l'éthique et de l'esprit, sera une image de l'Humanité inspirée d'une idéologie humanitaire; vue sous l'autre angle, elle constituera l'unité économique et technique d'un système uniforme de production et de communications. La volonté toute naturelle de se défendre contre l'ennemi, impliquée dans toute situation de combat, devient idéal ou programme social de construction rationnelle, tendance politique ou calcul économique. Le peuple politiquement un sera, d'une part, un public avec ses besoins culturels et, d'autre part, tantôt un ensemble de travailleurs et d'employés, tantôt une masse de consommateurs. La souveraineté et la puissance publique deviendront propagande et suggestion des foules dans le champ d'attraction de l'esprit, elles se mueront en contrôle dans celui de l'économie.

Toutes ces opérations de substitution visent très précisément à soumettre l'État et la politique à une morale individualiste et donc de droit privé d'une part, d'autre part à des catégories économiques, et à les dépouiller de leur sens spécifique. Il est curieux de voir le libéralisme, en dehors du politique, reconnaître tout naturellement l'autonomie des divers secteurs de la vie humaine et même la pousser à la spécialisation et jusqu'à l'isolement complet. L'art naît de la liberté, le jugement esthétique est absolument autonome, le génie artistique souverain : ce sont pour lui choses évidentes et même, dans certains pays, la grande voix d'un libéralisme authentique ne s'est jamais fait entendre si ce

n'est en faveur de la liberté autonome de l'art menacée par les apôtres moralisateurs de la bienséance. La morale à son tour conquiert son autonomie vis-à-vis de la métaphysique et de la religion, la science s'affranchit de la religion, de l'art et de la morale, etc. Mais l'exemple le plus important de tous c'est l'autonomie des normes et des lois de l'économie, qui s'est imposée avec une autorité incontestable. La production et la consommation, la fixation des prix et le marché ont leur sphère propre et ne sauraient être gouvernés ni par la morale, ni par l'esthétique, ni par la religion et moins encore par la politique : c'était là un dogme à compter parmi le petit nombre de ceux qui, à l'ère libérale, n'admettaient ni la discussion ni le doute. Il est d'autant plus intéressant de voir que l'on mettait, à la même époque, une insistance particulière à dénier toute autorité aux positions politiques et à les soumettre aux principes normatifs et aux ordres de la morale, du droit et de l'économie. Or, nous l'avons dit, la réalité concrète de l'existence politique n'est pas commandée par des hiérarchies abstraites ou par un jeu de normes ; au contraire, ce ne sont jamais que des hommes ou des groupes concrets qui dominent d'autres hommes ou groupes concrets, et par conséquent, si l'on considère ce fait sous l'angle politique, une fois de plus le règne de la morale, du droit, de l'économie et de la norme n'a jamais qu'un sens politique concret.

Note (rédigée en 1927 et non modifiée) : La structure idéologique du Traité de Versailles correspond très précisément à la bipolarité décrite ci-dessus : phraséologie éthique et calcul économique. L'article 231 force le Reich allemand à reconnaître sa responsabilité pour tous les dommages et toutes les pertes de la guerre, ce qui crée le fondement d'un jugement de valeur juridique et moral. On évita d'employer des concepts politiques tel celui d'annexion ; la cession de

l'Alsace-Lorraine est une désannexion et partant la réparation d'une injustice ; la cession de territoires polonais et danois est soumise à l'exigence idéale du principe de nationalités ; l'article 22 va jusqu'à proclamer que c'est un geste d'humanité tout désintéressé d'ôter ses colonies à l'Allemagne. Le pôle économique complémentaire de cet idéalisme est constitué par les réparations, qui sont une exploitation économique durable et illimitée du vaincu. Résultat : un traité de cette sorte ne pouvait en aucun cas actualiser un concept politique tel que celui de paix, et rendait donc nécessaires des traités de paix véritables et successifs : le protocole de Londres d'août 1924 (plan Dawes), Locarno en octobre 1925, l'admission à la Société des Nations en septembre 1926 — et cela n'est pas fini.

Dès ses débuts, la pensée libérale a accusé de violence l'État et la politique. Il y aurait eu là une injure parmi beaucoup d'autres, courantes dans l'affrontement politique et sans portée réelle, si le contexte d'une grande construction métaphysique qui fut aussi une interprétation de l'histoire ne lui avait fourni, en lui ouvrant un horizon plus vaste, une force de conviction plus grande. Le XVIII^e siècle rationaliste voyait devant lui, en une ligne nette et simple, le progrès croissant de l'humanité. Le progrès devait être avant tout un perfectionnement intellectuel et moral de l'humanité ; la ligne s'étendait entre deux points et elle menait du fanatisme à la liberté et à l'émancipation de l'esprit, du dogme à la critique, de la superstition à la démythification rationaliste (*Aufklärung*), des ténèbres à la lumière. Mais au siècle suivant, dans la première moitié du XIX^e, on voit apparaître des constructions ternaires fort remarquables, notamment les niveaux dialectiques successifs de Hegel (par exemple : communauté naturelle, société bourgeoise, État) et la fameuse loi des trois états de Comte (on part de la théologie pour aboutir

à la science positive en passant par la métaphysique). Or, ce système ternaire n'a pas la force d'impact polémique de l'antithèse dualiste. C'est pourquoi, dès que l'ère de la tranquillité, de la lassitude et des tentatives de restauration fut révolue et que les luttes reprirent, l'opposition simple de deux éléments l'emporta de nouveau; même en Allemagne, et sans nulle intention guerrière, des dualismes : domination et association (O. Gierke), communauté et société (F. Tönnies), se sont substitués au schéma ternaire de Hegel dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

L'exemple le plus frappant et le plus lourd de conséquences dans l'histoire est celui de l'antithèse du bourgeois et du prolétaire formulée par Karl Marx, qui tend à concentrer toutes les luttes de l'histoire universelle en un dernier et unique combat contre le dernier ennemi de l'humanité, en rassemblant les nombreuses bourgeoisies de la terre d'une part, d'autre part ses nombreux prolétariats en une bourgeoisie et en un prolétariat uniques, pour réaliser de la sorte un énorme regroupement en amis et ennemis. Au XIX^e siècle cependant, le pouvoir de persuasion de cette antithèse résidait surtout dans le fait qu'elle avait rejoint son adversaire bourgeois et libéral sur le terrain de l'économie, pour l'affronter pour ainsi dire chez lui et avec ses propres armes. C'était une nécessité, car avec la victoire de la société industrielle, le passage à l'économie était un fait accompli. La date de cette victoire est 1814, l'année où l'Angleterre triomphe de l'impérialisme militaire de Napoléon; sa théorie la plus simple et la plus limpide, c'est l'interprétation de l'histoire de H. Spencer, pour qui l'humanité évolue à partir d'une organisation sociale féodale et militaire vers la société industrielle et commerciale; son premier témoignage, un document par ailleurs complet, c'est le traité de

Benjamin Constant sur *l'esprit de conquête* *, publié en 1814 par ce chef de file de tout le mouvement intellectuel libéral du XIX^e siècle.

Le fait déterminant est alors la conjonction de la religion du progrès qui, au XVIII^e siècle, relève encore de l'esprit en raison de son caractère principalement moral, humanitaire et intellectuel, et du développement économique, industriel et technique du XIX^e siècle. L'économie comprit qu'il lui revenait de porter cette valeur à vrai dire fort complexe; l'économie, le commerce et l'industrie d'une part, le perfectionnement technique, la liberté et la rationalisation d'autre part passaient pour alliés et, en dépit de leur action offensive contre les féodalités, la réaction et les régimes policiers, ces forces étaient réputées pacifiques, à l'inverse de la violence guerrière. On en arrive ainsi à la configuration ci-après, caractéristique du XIX^e siècle :

la liberté, le progrès et la raison	<i>contre</i>	le féodalisme, la réaction et la violence
<i>alliés à</i>		<i>alliés à</i>
l'économie, l'industrie et la technique	<i>contre</i>	l'État, la guerre et la politique
<i>soit</i>		<i>soit</i>
le parlementarisme	<i>contre</i>	la dictature.

L'écrit publié par Benjamin Constant en 1814, et que nous venons de mentionner, comporte déjà un inventaire complet de ces antithèses et de leurs combinaisons possibles. On y lit : « Nous sommes arrivés à l'époque du commerce, époque qui doit nécessaire-

* En français dans le texte. Benjamin CONSTANT, *De l'esprit de conquête et de l'usurpation*.

ment remplacer celle de la guerre, comme celle de la guerre a dû nécessairement la précéder. » Suit une caractérisation de ces deux époques : l'une cherche à obtenir les biens nécessaires à la vie « *de gré ** », l'autre par la violence et la guerre; celle-ci est « *l'impulsion sauvage ** », celle-là « *le calcul civilisé ** ». La guerre et la conquête violente n'étant plus un moyen efficace de se procurer les agréments de la vie et le confort ** que le commerce et l'industrie nous fournissent, les guerres ont perdu leur utilité et la victoire est une mauvaise affaire même pour le vainqueur. En outre, le développement énorme de la technique militaire moderne (Constant mentionne en particulier l'artillerie, qui fit principalement la supériorité des armées napoléoniennes) a ôté tout son sens à ce qui faisait la guerre héroïque et glorieuse, au courage personnel et au plaisir de se battre. La guerre, c'est la conclusion de Constant, « a donc perdu son charme, comme son utilité. *L'homme n'est plus entraîné à s'y livrer, ni par intérêt, ni par passion... ***.* Les nations mercantiles étaient autrefois subjuguées par les peuples guerriers, aujourd'hui c'est l'inverse qui est vrai ».

Mais entre-temps, il y a longtemps que la coalition extraordinairement complexe de l'économie, de la liberté, de la technique, de l'éthique et du parlementarisme a liquidé son adversaire, les vestiges de l'État absolutiste et d'une aristocratie féodale, et qu'elle a, de ce fait, perdu toute signification actuelle. Des configurations et des coalitions nouvelles les remplacent à présent. L'économie n'est plus la liberté *eo ipso*; la technique ne sert pas au seul confort, elle sert tout

* En français dans le texte.

** Benjamin Constant dit *le repos et l'aisance*.

*** En français dans le texte.

autant à la production d'armes et d'instruments dangereux; son progrès n'entraîne pas automatiquement ce perfectionnement humanitaire et moral qu'au XVIII^e siècle on imaginait être le progrès, et une rationalisation technique peut être le contraire d'une rationalisation économique. Cependant l'atmosphère intellectuelle de l'Europe demeure chargée de cette interprétation de l'histoire conçue au XIX^e siècle, dont les formules et les concepts conservaient, il y a peu, une énergie qui semblait survivre à la disparition de l'adversaire d'hier.

Les thèses de Franz Oppenheimer en sont le meilleur exemple pour ces dernières décennies. Oppenheimer proclame que son but est l'extirpation de l'État. Son libéralisme est si radical que, même réduit au rôle d'appariteur armé, l'État ne saurait échapper à sa contestation. D'entrée, il met en œuvre son extirpation au moyen d'une définition qui est un jugement de valeur de caractère passionnel. En effet, le concept d'État, selon lui, est défini par le moyen politique, le concept (essentiellement apolitique) de société par le moyen économique. Quant aux qualificatifs qui servent ensuite à définir le moyen politique et le moyen économique, ils ne sont que des périphrases caractéristiques de ce refus émotionnel de la politique et de l'État dont l'éloquence se déploie entre les pôles de l'éthique et de l'économie, des antithèses ouvertement polémiques qui reflètent le rapport polémique entre État et société, politique et économie dans l'Allemagne du XIX^e siècle. Le moyen économique, c'est l'échange; c'est la réciprocité de la prestation et de la prestation en retour et partant la mutualité, l'égalité, la justice et la paix et finalement rien moins que l'esprit coopératif de concorde, de fraternité et de justice lui-même ²⁷, tandis que le moyen politique est, au contraire, « violence et esprit de conquête extra-économiques », vol, conquête et crimes de tout ordre. Il subsiste bien un ordre hiérarchique des valeurs dans le rapport entre État et société; mais alors que la concep-

tion de l'État propre au XIX^e siècle allemand, systématisé par Hegel, avait abouti à la construction intellectuelle d'un État situé loin au-dessus du règne animal de la société égoïste, et où régnaient la moralité et la raison objectives, la hiérarchie des valeurs se trouve à présent inversée, et la société, sphère de la justice pacifique, se place infiniment plus haut que l'État, dégradé en zone d'immoralité et de violence. Les rôles sont intervertis, la glorification est la même. En fait, il n'est pas admissible, il n'est conforme ni à la morale ni à la psychologie et encore moins à la science que l'on établisse des définitions à coups de disqualifications morales, en opposant l'un à l'autre le bon échange, juste et pacifique, sympathique en un mot, et l'abominable politique faite de brigandages et de crimes. On pourrait aussi bien, par ces mêmes méthodes, définir la politique comme le domaine de la lutte loyale et l'économie, quant à elle, comme l'univers de la mauvaise foi, car le lien entre le politique, le brigandage et la violence n'est en fin de compte pas plus spécifique que celui qui lie l'économique à la ruse et à la fraude. Échanger et donner le change sont des formules souvent bien voisines. C'est précisément quand elle demeure apolitique qu'une domination des hommes reposant sur une base économique, en évitant toute apparence et toute responsabilité politique, se révèle être une terrible imposture. Le concept d'échange n'exclut pas au niveau de sa définition que l'une des parties subisse un préjudice et qu'un système de contrats bilatéraux finisse par se transformer en un système d'exploitation et d'oppression de la pire espèce. Quand, dans cette situation, les exploités et les opprimés entreprennent de se défendre, ils ne peuvent naturellement pas le faire à l'aide de moyens économiques. Il est tout aussi naturel que les détenteurs du pouvoir économique nomment alors violence et crime toute tentative extra-économique de modifier leur position de puissance, et qu'ils cherchent à l'empêcher. Or, ce fait rejette au néant notre construction idéale d'une société fondée sur l'échange et sur des contrats bilatéraux, pacifique et juste *eo ipso*. Malheureusement, les usuriers et les maîtres chanteurs invoquent, eux aussi, le caractère sacré des contrats et l'adage *pacta sunt servanda*; la

sphère de l'échange a ses limites étroites et son domaine spécifique, et il est des choses qui n'ont pas de valeur d'échange. Pour la liberté politique, par exemple, et pour l'indépendance politique, il n'existe pas de juste équivalence, quel que soit le prix de la corruption.

Mais ces définitions et ces systèmes, qui gravitent tous, en définitive, autour de la polarité éthique-économie, ne suffiront pas à exterminer l'État et la politique et à dépolitiser le monde. Le fait que les antagonismes économiques sont devenus politiques et qu'il a pu se former le concept de puissance économique montre simplement qu'à l'instar de tout autre secteur d'activité, l'économie peut s'ouvrir sur une voie qui aboutit au politique. C'est cette observation qui a donné lieu au mot bien souvent cité de Walther Rathenau disant que notre destin aujourd'hui n'est pas dans la politique mais dans l'économie. Il serait plus juste de dire que ce destin demeure politique comme devant et qu'il s'est simplement produit ceci que l'économie est devenue un phénomène politique, et partant, destin. Aussi fut-ce une erreur également de croire qu'une position politique conquise par le moyen de la supériorité économique était non guerrière par essence (Josef Schumpeter, *Soziologie des Imperialismus*, Sociologie de l'impérialisme, 1919). Seule la terminologie est essentiellement non guerrière, vu qu'elle participe de l'essence de l'idéologie libérale. Un impérialisme fondé sur l'économie tendra tout naturellement à amener une situation mondiale qui ne mette pas d'entraves au libre jeu de ces instruments de sa puissance économique que sont le blocage du crédit, l'embargo sur les matières premières, la dégradation de la monnaie étrangère etc., et qui lui permette de s'en tenir à ceux-ci. Il nommera violence extra-économique toute tentative

d'un peuple ou de quelque autre groupe humain cherchant à se soustraire aux effets de ces méthodes pacifiques. Il emploiera aussi des moyens de coercition plus durs, mais toujours économiques et donc (selon notre terminologie) non politiques et essentiellement pacifiques, par exemple ceux que la Société des Nations a énumérés dans les instructions relatives à l'application de l'article 16 de son pacte (résolution de la deuxième Assemblée de la S.D.N., 1921), notamment l'embargo sur les denrées alimentaires destinées à la population civile et le blocus alimentaire. Enfin, il dispose aussi de moyens techniques propres à tuer de mort violente, d'armes modernes d'une grande perfection technique, et s'il a fait appel aux ressources du capital et de l'intelligence pour conférer à celles-ci une capacité inouïe, c'est bien dans l'intention de s'en servir effectivement si nécessaire. Au demeurant, l'usage de moyens de cette espèce donne lieu à l'élaboration d'un vocabulaire nouveau, d'essence pacifique, où la guerre ne paraît plus et où il n'est question que d'exécutions, de sanctions, d'expéditions punitives, de pacifications, de sauvegarde des traités, de police internationale et de mesures destinées à garantir la paix. L'adversaire ne porte plus le nom d'ennemi, mais en revanche, il sera mis *hors la loi* * et *hors l'humanité* * pour avoir rompu et perturbé la paix, et une guerre menée aux fins de conserver ou d'étendre des positions de force économiques aura à faire appel à une propagande qui la transformera en croisade ou en dernière guerre de l'humanité. La polarité éthique-économie exige qu'il en soit ainsi. Cette polarité révèle d'ailleurs une cohérence systématique et une logique interne étonnantes, mais il n'est pas jusqu'à ce système prétendu apolitique

* En français dans le texte.

et même antipolitique en apparence qui ne serve les configurations d'hostilité existantes ou qui ne provoque de nouveaux regroupements en amis et ennemis, car lui non plus ne saurait échapper à la logique du politique.